

63 VICTORIA, A. 1900

J'ai été heureux de constater que les accusations portées contre vous par le gouvernement Turner sont tombées à plat; et, en dehors de la discussion dans les journaux, votre action n'a pas provoqué beaucoup de critique en parlement. Néanmoins, il faut admettre la conduite que vous avez suivie en renvoyant le gouvernement Turner a été quelque peu plus autoritaire que celle adoptée généralement dans des circonstances analogues, et je n'aimerais pas à vous voir prendre à l'avenir un procédé aussi leste pour changer vos conseillers. Il est toujours mieux de laisser aux représentants du peuple dans l'assemblée la mission délicate de décider si, oui ou non, les conseillers du lieutenant-gouverneur ont la confiance du pays.

J'ai reçu avec plaisir votre rapport concernant le district d'Atlin, qui deviendra probablement un champ d'exploitation minière de grande valeur. Je remarque qu'il y est dit que l'Acte concernant les aubains a plutôt nui au développement du district et qu'il est question de demander son abrogation à la prochaine session. Cette abrogation ferait disparaître l'un des griefs allégués à Washington et qui sera probablement soumis à la commission mixte, à sa prochaine réunion.

Espérant que vous jouissez d'une bonne santé et que votre situation vous est agréable,

Je demeure bien sincèrement vôtre,

R. W. SCOTT.

*Confidentielle.*

VICTORIA, C.-B., 12 septembre 1899.

L'honorable R. W. SCOTT,

Secrétaire d'Etat, Ottawa, Canada.

MON CHER SCOTT,—J'ai reçu votre lettre en date du 30 août dernier et j'ai mûrement réfléchi sur son contenu. Vous dites : " Depuis que Martin a quitté le gouvernement, on dit qu'il a l'intention de porter la guerre dans le camp et que ses amis insistent sur une prompte convocation de la législature pour lui fournir l'occasion d'ouvrir les hostilités." Ceci n'est pas tout à fait exact. Je n'ai pas parlé à Martin ni je l'ai vu depuis six mois, et je n'ai aucune idée de ce que peuvent être ses projets; cependant, si j'en juge par son passé, il est plus que probable qu'il soit disposé à porter la guerre dans le camp. Ce ne sont pas les amis de Martin qui demandent à grands cris la prompte convocation de la législature, mais, au contraire, ses pires ennemis—des personnes représentées par des journaux comme le *Victoria Colonist*, le *Victoria Globe*, le *Nelson Miner*, le *Kamloops Standard*, etc. Ces gens espèrent qu'une session prochaine aurait pour résultat non pas exactement la réinstallation du cabinet Turner, mais la formation d'un ministère qui aurait les mêmes idées que l'ancien gouvernement. Personnellement, je suis d'avis que l'on devrait convoquer immédiatement la législature, sans s'inquiéter si le gouvernement sera maintenu ou si tel parti viendra au pouvoir; car, permettez-moi de le dire, n'étant pas dans la province, vous pouvez difficilement vous faire une juste idée du malaise et de l'inquiétude causés par la situation politique actuelle. Les intérêts commerciaux, surtout pour ce qui a rapport aux opérations minières, en sont assez sérieusement affectés. Et j'ai fait entendre à mes ministres que, dans les circonstances, ils devraient convoquer la législature pour la fin octobre, ou en appeler à l'électorat. Cependant, me rendant à votre suggestion que je devais laisser à mes ministres le soin de fixer la réunion de la chambre à la date qu'ils croient la plus convenable—en restant dans la limite de l'année—et prenant aussi en considération les raisons qu'ils donnent pour ne pas avoir de session avant janvier, j'ai retiré ma demande d'une session en octobre, mais en exigeant qu'avis soit bientôt donné de la convocation pour le 4 janvier, date qu'ils ont eux-mêmes suggérée, et un jour seulement plus tôt que la session de l'année dernière. J'inclus un article du *Globe* où vous verrez que l'on doit faire circuler dans la province des requêtes demandant ma destitution surtout parce que je n'ai pas renvoyé mes ministres actuels